

Un cimetière à ciel ouvert

Vincent Huguex

L'Express, 28 juillet 1994

Goma. Suivant leur armée en déroute, des centaines de milliers de pauvres diables ont échoué ici, à Goma. Ils espéraient le salut. Ils ont trouvé le choléra. Leurs chefs rêvent de vengeance, et les bras manquent pour enterrer les cadavres. Reportage dans les camps de la mort...

Partout ailleurs, les vivants veillent les morts. A Goma (Zaïre), les morts semblent veiller les vivants. Ici, nul besoin de boussole : les cadavres des réfugiés rwandais balisent le chemin de l'exode. Souvent, on enroule dans leurs nattes les défunts, alignés côte à côte sur le bord de la route. Mais tous n'ont pas droit à ce linceul de paille tressée. Parfois, un simple drap les enveloppe. Et certains gisent dans le fossé, sans même un semblant de sépulture, face contre terre ou couchés en chien de fusil. Vieillards de 35 ans. Spectres d'enfants, unis à leur mère dans une dernière étreinte. Résignée, la procession des errants les contourne sans un regard. A quoi bon ? Il faut marcher. Marcher vers une promesse d'eau, un camp d'infortune ou l'au-delà. Les uns, vaincus par l'épuisement, tombent et ne se relèvent plus. La mort les fauche comme une délivrance. D'autres, en un ultime spasme, succombent au choléra, à la dysenterie, à la malaria. Voici à quoi ressemble l'est du Zaïre : un cimetière à ciel ouvert.

Ici, huit dépouilles allongées sur le seuil de l'hôpital général. Là, une cinquantaine, au pied de la tente dressée par Médecins sans frontières (MSF) à Munigi, mouvoir improvisé aux portes de Goma, sur un éboulis de roches volcaniques. En deux jours, l'armée française, Caritas et les scouts zaïrois ont enseveli près de 7 000 corps. Constat d'un officier de « Turquoise r », l'opération militaro-humanitaire française : « *Il faut de toute urgence les enterrer. Sous peine de voir naître de nouveaux foyers d'épidémie. Mais nous manquons de moyens et d'effectifs.* » De l'aube au crépuscule, des camionnettes livrent leur cargaison humaine aux fosses communes, creusées à la pelle dans la terre brune et poussiéreuse d'une bananeraie. « *Vous marchez sur des cadavres* », lâche le lieutenant Ramasco, engagé du 511^e régiment du train.

« Le pire reste à venir »

Dans les rues de Goma, on ramasse encore des rescapés. Orphelins prostrés. Bébés abandonnés. Un millier pour la seule journée du 24 juillet. Une semaine plus tôt, à la frontière rwando-zaïroise, on en vit émerger, au sortir d'une nuit parmi les morts, du carnage causé la veille, dans la foule

affolée, par deux obus de mortier du Front patriotique rwandais (FPR), désormais maître du pays. Surchargé, le village d'enfants de Ndosho en héberge 4 000. Il y a là des silhouettes familiales, à l'agonie, et des nourrissons inertes au regard fixe dont on s'étonne qu'ils aient, de temps à autre, les gestes de leur âge. Aurait-on touché le fond de l'abîme ? Pas même. « *Le pire reste à venir, note un médecin. Une épidémie de choléra - elle commence à peine - dure en moyenne trois semaines. Celle qui sévit ici guette de 80 000 à 100 000 réfugiés.* » A Munigi échouent des ombres exténuées. « *Nous sommes 6 expatriés, note Catherine, volontaire de MSF Pays-Bas. Il en faudrait 50 ou 100. Pour enrayer l'hécatombe, les doses de perfusion ne suffisent pas. Il faut de l'eau potable et des latrines.* »

Excréments, toux, râles, pleurs. A bout de force, les auxiliaires locaux cèdent au découragement. Tel Vianney, naufragé de l'immense camp de Kibumba (300 000 réfugiés, à 30 kilomètres au nord de Goma) : « *Que faire ? J'attends de l'eau, je suis à court de médicaments. Je n'ai même pas les moyens d'isoler les cas de choléra des gastro-entérites. Ils sont tous mélangés. Et beaucoup de bénévoles ont lâché : nous travaillons du matin au soir, sans avaler un morceau de pain ni une goutte d'eau.* » Pour accéder au dispensaire, il faut enjamber les morts-vivants que leurs proches traînent jusque-là. Au pied de Vianney, un garçon décharné. La bave mousseuse aux lèvres, le pantalon souillé, la respiration saccadée : tout chez lui trahit l'acuité du mal.

Mue par la quête éperdue de l'eau, une colonne humaine progresse à la sortie de Kibumba. Les moins anémiés montent chercher un sursis au nord.

A Katala, où coule, dit-on, la seule onde saine de la région, alors même que le déferlement des fuyards rwandais sur sa rive ouest empoisonne le lac Kivu. Les uns s'installeront là-haut. Les autres couvriront 40 kilomètres à pied pour ramener aux leurs - ou vendre - 20 litres du précieux liquide. A moins qu'ils n'arriment leur bidon à une bicyclette taillée dans le bois, ou, plus chanceux, se hissent sur un camion poussif.

L'arrivée par la route de 780 tonnes de nourriture du programme alimentaire mondial (PAM) aura permis, le 24 juillet, une première distribution, tandis que 3 C 630 américains ont procédé à un parachutage de vivres pour le moins hasardeux. Chaque jour, plusieurs dizaines de milliers de nouveaux venus se massent dans ce camp, à trois bons kilomètres de la rivière Rushuru. « *Le camp hébergera sous peu de 500 000 à 600 000 personnes* », prédit le Canadien Yves Banville, chef de mission de Care International.

Vieux routiers de l'humanitaire, tous martèlent le même aveu consterné : « *On n'a jamais vu ça.* » « *C'est comme dans ces cauchemars où l'on reste figé, incapable d'avancer d'un pas, confie l'un d'eux. On croit avoir circonscrit un incendie, un autre brasier se déclare, dix fois plus virulent.* » Suit une confession plus inquiétante : personne - pas même l'état-major français de l'opération Turquoise - n'avait prévu l'exode des Hutu, fuyant l'avancée des rebelles - Tutsi majoritairement - du FPR. Un raz de marée dévastateur. Voilà des semaines que Paris s'évertue à rompre l'isolement et la méfiance que lui valut son soutien obstiné au régime déchu, à secouer l'« *apathie des grandes puissances* ». Le ministre délégué à la Santé, Philippe Douste-

Blazy, venu les 23 et 24 juillet mesurer au pas de charge l'étendue du désastre, défie en ces termes la « communauté internationale ». « *Considère-t-elle les Rwandais comme des êtres humains au même titre que vous et moi ? Si oui, qu'attend-elle pour nous épauler ?* » (voir l'interview). Bien sûr, la médiatisation de ce cataclysme a fini par secouer le monde entier. Témoin, le ballet des avions gros porteurs qui déchargent jour et nuit vivres et équipements sur l'aéroport de Goma, menacé d'asphyxie. L'Allemagne, l'Autriche, Israël, l'Australie, la Grande-Bretagne : chacun y va de son écot. Tardif réveil. D'autant que le moindre bienfaiteur tient à expédier avant toute chose son équipe d'évaluation. Est-il encore besoin d'estimer quoi que ce soit ? Nul n'ignore rien des besoins. Ils sont colossaux et sans précédent. On est loin, très loin du compte. Boutros Boutros-Ghali, secrétaire général des Nations unies, a été contraint de réviser la facture à la hausse : 434 millions de dollars, soit 2,4 milliards de francs.

Le FPR joue gros

On ne manquera pas d'invoquer les « *pesanteurs* » inhérentes aux fléaux d'une telle ampleur. Certes, il faut de dix à douze jours à un convoi routier parti de Dar es-Salaam (Tanzanie) pour rallier Goma. Certes, on n'achemine pas 80 camions-citernes ou 40 stations d'épuration d'eau en une demi-journée. Mais comment admettre que le creusement de 60 000 latrines, impérieuse nécessité aux yeux de tous, tarde tant ? Serait-il déshonorant d'assumer la « *corvée de chiottes* » ? La grande force des Etats reste, sans nul doute, la force d'inertie.

Sur la rive ouest du lac Kivu, la mort étend chaque jour son empire. Pour les rescapés rwandais, il n'est de salut que dans le retour au pays. Et sans délai. Car les récoltes de sorgho ou de haricots menacent de pourrir sur pied. Dans dix jours, il sera trop tard. 13 h 30, ce 24 juillet. Au terme d'une visite éclair à Goma, Kengo Wa Dondo, Premier ministre zaïrois « de transition », annonce, un rien théâtral, la réouverture de la frontière. Aussitôt, craintifs ou exubérants, un bon millier de réfugiés, hutu pour la plupart, franchissent le poste douanier. Un temps désarçonné, le comité d'accueil des vainqueurs du FPR les dirige par petits groupes vers quatre villas, où l'on consigne dans un registre noms et destination. Les « revenants » redoutent-ils la vengeance des Tutsi, que prophétisent les nostalgiques du régime déchu ? « *Un peu, admet un étudiant. Mais je préfère courir ce risque sur ma terre que mourir de faim ou de maladie à l'étranger. Dans mon jardin, j'ai de quoi nourrir ma famille.* » Il laissera dans son sillage les traces de la sanglante débandade survenue une semaine plus tôt, sur fond de bombardements. D'abord, ces vêtements et ces chaussures jonchant le sol. Puis ces amas de fusils automatiques, de chargeurs, de grenades et de roquettes, reliquats des tombereaux d'armement que les Forces armées rwandaises (FAR) abandonnèrent dans leur débâcle aux douaniers zaïrois.

Le 24 juillet, 65 000 déplacés établis dans la « *zone de sécurité* » française, seule portion de territoire échappant au FPR, avaient regagné le Rwanda nouveau. Quant aux 6 000 réfugiés, majoritairement tutsi, du camp de Kituku - le mieux équipé de tous - ils ont imploré par écrit le gouver-

neur de Goma de les laisser partir. Et pour cause : l'un d'entre eux est décédé sous les coups de soldats des FAR, le 21 juillet, tandis qu'un autre sera laissé pour mort deux jours plus tard. Mais, au poste-frontière Grande-Barrière, point de ruée. Beaucoup attendent un message des pionniers pour sauter le pas. On verra même un soldat vaincu, hésitant, venir tâter le terrain, avant de consulter ses compagnons de déroute. Le Front joue gros. Il lui faut, sous peine de régner sur un désert, convaincre les Hutu qu'ils peuvent rentrer en toute sécurité. Formé le 19 juillet, le nouveau gouvernement s'y emploie : seuls seront poursuivis et châtiés les responsables du génocide, qui, au lendemain de l'attentat fatal au président Juvénal Habyarimana, le 6 avril dernier, coûta la vie à plus d'un demi-million de Tutsi et de Hutu modérés. Serment ambigu : punira-t-on aussi le milicien de base et le paysan abreuvé de slogans haineux ? « *Ils sont si nombreux à avoir manié la machette...* », note un officier français.

« *Certains nous échapperont peut-être, dans un premier temps, convient Peter Karake, officier d'information du FPR. Il est difficile de tout vérifier. Mais les réfugiés eux-mêmes vont identifier les massacreurs. Et nous fournir d'utiles informations.* » La méthode, qui a servi ailleurs, ne dissipera pas les doutes des sceptiques. Pas plus que le projet de « *rééducation* » ainsi décrit par un lieutenant, membre du département politique du FPR : des séminaires - « *légers* » pour les paysans, plus denses pour les intellectuels - afin de « *réapprendre l'histoire du Rwanda* ». D'autres indications font craindre une dérive autocratique. Voici que le Premier ministre, Faustin Twagiramungu, déjà pressenti

pour ce poste aux termes des accords de partage du pouvoir d'Arusha (août 1993), conteste l'étendue des pouvoirs exécutifs dévolus pour cinq ans au président Pasteur Bizimungu... Et, par tant, l'hégémonie de la rébellion sur un cabinet présumé pluraliste.

Suffit-il, pour rassurer, de nommer un président et un Premier ministre d'origine hutu ? Sans doute pas. Il importe d'effacer le souvenir des bombardements meurtriers de civils à Kigali ou Ruhengeri (nord) et les atrocités commises lors d'une campagne victorieuse de quatorze semaines, menée non sans brio par le général Paul Kagame, l'homme fort du régime. Exactions sans commune mesure avec l'holocauste anti-tutsi, mais qui ont nourri les fantasmes des milices. Il y a plus ardu : dissiper les effets ravageurs de la propagande distillée naguère par Radio Mille Collines ou Radio Rwanda, coutumières des appels au meurtre. Certes, ces ondes de mort semblent réduites au silence. Reste qu'elles ont orchestré l'exode massif voulu par un pouvoir aux abois. Et que tel animateur, croisé à Goma, affirme disposer dans sa voiture de matériel d'émission. De plus, le mal est fait. Désarçonnés, les réfugiés hutu s'accrochent aux certitudes ancrées au fil des mois. Tous entonnent la même rengaine : le FPR massacre les Hutu de retour au Rwanda, ou, à tout le moins, leur crève les yeux. Vous n'avez rien vu de tel ? « *Ils le feront plus tard, ailleurs, en votre absence. D'ailleurs, ces gens-là ne sont pas rwandais, mais ougandais : des papiers d'identité vierges font l'affaire. Et leurs agents infiltrés nous empoisonnent.* » Récurrent, ce soupçon « *justifié* » la lapidation d'une femme, hutu au demeurant, devant l'hôpital de Goma. Et explique la mort par maladie

de 200 des 15 000 à 20 000 militaires rwandais accueillis au Zaïre. « Mieux vaut mourir ici que de se faire dépecer là-bas, tonne Anselme, un officier des FAR. Contre le choléra, il y a des médicaments. Contre le Front, aucun antidote. » « *Dans les campagnes, soupire en écho un opposant hutu, on croit encore que les "Inyenzi" - cancrelats, surnom donné aux rebelles - sont des animaux à tête de chien ou de chat.* » Ainsi, les nostalgiques de l'ordre ancien auront fourvoyé leur peuple, livré à lui-même, jusque dans la débâcle. Au risque de l'entraîner dans leur chute, voire de l'envoyer à une mort certaine sur les versants des volcans zaïrois. « *J'attends les instructions, mais rien ne vient* », s'étonne un ancien préfet.

Pour l'heure, le « *gouvernement légal en exil* » tient de la fiction. Ainsi le pathétique Jean de Dieu Habineza, ministre du Travail et des Affaires sociales. Reclus dans un hôtel de Goma, il n'a pas eu le moindre contact avec ses collègues, dont quatre, à l'en croire, résident en ville. Ce qui ne l'empêche pas d'exiger, au nom des accords d'Arusha, un partage du pouvoir garanti par la communauté internationale. Délesté de ses deux véhicules (par des Zaïrois armés), il partage, pourtant, l'amertume de son homologue aux Travaux publics. Lequel a perdu son 4 x 4 dans le pillage par l'armée supposée régulière de Gisenyi, ville frontalière de Goma. Faute de mieux, tous misent sur la loi du nombre. Pour preuve, le « testament » lancé par une radio pro-hutu : « *Le FPR a mis quatre ans pour prendre le pouvoir avec 200 000 personnes. Nous mettrons un mois pour le reconquérir avec 5 millions.* » On entretient l'illusion d'une simple parenthèse. Replié dans les locaux du Centre chrétien du lac Kivu, ce qui

reste de la haute hiérarchie des Forces armées rwandaises tient scrupuleusement l' « *état de paie des indemnités du mois de juin* », dûment tamponné et paraphé. Tant pis si, comme l'admet le chef d'état-major, Augustin Bizimungu, il reste une semaine de vivres. Lucide, il paraît moins va-t-en-guerre que les politiques. « *Après la chute de Kigali, tout le monde a baissé les bras*, dit-il. *Il est vrai, je ne m'attendais pas à me trouver aussi vite de ce côté de la frontière. Mais, en se battant à fond, on aurait pu retarder l'échéance, pas modifier l'issue du combat.* »

Bien sûr, le patron des FAR invoque la pénurie de munitions d'artillerie, rançon de l'embargo onusien. Il reconnaît toutefois que le zèle criminel des milices l'a desservi, et se garde de cautionner les rodomontades de quelques colonels prompts à clai-ronner : « *Nous avons perdu une bataille, mais pas la guerre.* » Laquelle, il va de soi, n'est pas terminée. Bien sûr, le général Bizimungu, 43 ans, finit par concéder que, à défaut d'option politique, il faudrait bien rentrer « *par tous les moyens, au besoin avec des pierres et des bâtons* ». Il évoque tour à tour le maquis et les élections. Même si « *la démocratie, version sommet de La Baule, nous a précipités dans l'abîme* ». On ne saurait à l'évidence négliger le danger que constitue à terme, pour le FPR, la présence aux portes du Rwanda d'une armée habitée par un désir de reconquête. Dès juin, les miliciens ont fait du vaste camp de Benaco (Tanzanie) un sanctuaire. Pour autant, avant de songer à la contre-offensive, les FAR auront à digérer une peu glorieuse déroute. Le FPR, lui, sait qu'à défaut de conquérir les cœurs il doit rallier les esprits. Et combattre

la tentation de la revanche ethnique. sans doute, de compenser l'effroyable
Nul doute qu'il peut compter sur le saignée des pogroms. Comment asseoir
retour au pays d'une émigration tutsi durablement un pouvoir sur à peine
amorcée dès 1959. Mais pas au point, 10 % de la population ?